

73.06 Investissements dans les dessertes forestières

Objectifs de l'intervention

Cette intervention a pour objectif d'améliorer la mobilisation de la ressource forestière régionale en facilitant l'accès et le défruitement des massifs forestiers dans une perspective multifonctionnelle, notamment en matière de défense et de prévention des risques forestiers.

Description de l'intervention

Liste des investissements ou actions éligibles

- Création de routes forestières accessibles aux grumiers, y compris le revêtement lorsqu'il est indispensable pour des raisons de sécurité ou de pérennité de l'ouvrage, et équipements annexes indispensables,
- Création de place de retournement, de chargement, et de dépôt,
- Création de pistes forestières accessibles aux engins d'exploitation et de travaux,
- Mise au gabarit ou renforcement de pistes ou de routes forestières existantes destinés à permettre ou faciliter la circulation des grumiers ou des engins d'exploitation forestière et de défense des forêts contre les incendies en toute sécurité : travaux d'amélioration des caractéristiques (largeur, pente, rayons de courbure, revêtement) ou de la portance de la chaussée (empierrement, ~~éventuellement~~ ~~béton~~ ~~sur de courtes distances~~),
- Résorption de points noirs (passages étroits, virages trop fermés, bandes de roulement très fortement endommagées, tronçons à forte pente, ponts, digues ou autres ouvrages d'art avec une limitation de tonnage inadaptée au passage des grumiers, revêtement),
- Travaux complémentaires (résorption de point noir, mise au gabarit ou renforcement) hors forêt permettant l'accès au massif (passage obligé), si les travaux de mise au gabarit ou de renforcement ne dépassent pas 50 % du coût total éligible du projet.
- Travaux de raccordement à la voirie publique (communale, nationale ou départementale) dont le revêtement de liaison entre les 2 voiries lorsque c'est demandé par le gestionnaire de la voirie publique,
- ~~Equipements annexes (fossés, passages busées, revers d'eau, passages canadiens, barrières et dispositifs de signalisation), y compris en faveur de la biodiversité.~~
- Préparation du chantier et évacuation des déblais le cas échéant
- Etudes préalables,
- Maîtrise d'œuvre, uniquement si elle est effectuée par l'Office National des Forêts, un expert forestier ou un gestionnaire forestier professionnel au sens de l'article L315-1 du Code forestier.

Inéligibilités

- Prestations immatérielles liées au montage du dossier de subvention
- Travaux d'entretien courant qui n'améliorent pas les caractéristiques (largeur, pente, rayons de courbure) ou la portance de la chaussée.
- TVA (taxe sur la valeur ajoutée)

- l'ensemble des coûts rendus inéligibles par les règlements européens et notamment ceux énumérés à l'article 73 du règlement européen n°2021/2115 :
 - a) l'acquisition de droits de production agricole ;
 - b) l'acquisition de droits au paiement ;
 - c) l'achat de terrain pour un montant supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrain aux fins de la protection de l'environnement et de la préservation des sols riches en carbone, ou de l'achat de terrain par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles versées au bénéficiaire final ou, dans le cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;
 - d) l'acquisition d'animaux et l'acquisition de plantes annuelles ainsi que la plantation de ces dernières, à des fins autres que :
 - i. la reconstitution du potentiel agricole ou forestier à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;
 - ii. la protection des animaux d'élevage contre les grands prédateurs ou l'utilisation dans la sylviculture en lieu et place des machines ;
 - iii. la reproduction des races menacées au sens de l'article 2, point 24), du règlement (UE) 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil au titre des engagements visés à l'article 70 ; ou
 - iv. la préservation des variétés végétales menacées d'érosion génétique au titre des engagements visés à l'article 70 ;
 - e) les intérêts débiteurs, sauf en ce qui concerne des subventions accordées sous la forme de bonifications d'intérêts ou de contributions aux primes de garantie ;
 - f) des investissements dans des infrastructures à grande échelle, telles qu'elles sont déterminées par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC, ne relevant pas des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux définies à l'article 32 du règlement (UE) 2021/1060, à l'exception du haut débit, des mesures de prévention des inondations ou de protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques susceptibles de se produire ;
 - g) les investissements dans le boisement non compatibles avec des objectifs en matière d'environnement et de climat conformes aux principes de gestion durable des forêts tels qu'ils sont définis dans les lignes directrices paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.

Conditions d'éligibilité

L'investissement doit être réalisé sur le territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté.

La création comme le renforcement (amélioration de la structure) ou la mise au gabarit (largeur, pente, rayon de courbure) de dessertes forestières, quel que soit leur statut juridique, est éligible, de même que les interventions sur des tronçons ou points noirs situés en amont des massifs forestiers, à condition que l'intérêt de ces derniers soit avéré du point de vue de la mobilisation des bois (passage obligé) et que les tronçons hors forêt restent minoritaires par rapport aux tronçons en forêt pour ce qui est des dépenses éligibles.

Critères d'éligibilité du projet

Environnement :

Plan Stratégique Régional 2023-2027 de Bourgogne-Franche-Comté

73.06 Investissements dans les dessertes forestières

Tout projet de desserte forestière est susceptible d'avoir des effets négatifs sur l'environnement. A ce titre, une aide ne peut être accordée qu'après que le projet ait obtenu toutes les autorisations nécessaires à sa réalisation et se soit conformé à l'ensemble des réglementations en vigueur, dont les principales sont rappelées dans la notice jointe au formulaire de demande d'aide.

Par ailleurs, la création d'infrastructures dans des zones humides identifiées dans l'inventaire des milieux humides de Bourgogne-Franche-Comté (consultable sur <https://cartes.ternum-bfc.fr/>) n'est pas éligible.

~~Pour des raisons paysagères, la pente en long moyenne des routes forestières doit être inférieure à 12 %. De plus, la pente en long instantanée ne doit jamais dépasser 15 %.~~

Pour des raisons paysagères, la pente en long moyenne des routes forestières en création doit être inférieure à 12 %. De plus, la pente en long instantanée ne doit jamais dépasser 20 %. Il appartiendra aux porteurs de projets de fournir un profil altimétrique des projets de nouvelles routes forestières.

Dans le cas de renforcement ou de mise au gabarit de routes forestières existantes, la pente en long moyenne devra rester inférieure à 30 % pour garantir la pérennité à long terme des ouvrages (compte-tenu du ravinement)

Sécurité :

Dans le cas de projets comprenant des routes forestières, celles-ci doivent permettre le passage des groupes d'intervention « feux de forêts » dans des conditions de circulation sécurisée (voir caractéristiques techniques ci-dessous).

~~Pour être éligibles, les barrières devront être équipées d'un dispositif de fermeture de type mâle carré 30 mm x 30 mm. Pour être éligibles, si les routes forestières mises au gabarit, renforcées ou créées possèdent des barrières, celles-ci devront être équipées d'un moyen de fermeture permettant aux sapeurs-pompiers d'accéder (triangle pompier de 14 mm ou clé de type mâle carré 30 mm x 30 mm selon les attentes du SDIS local).~~

Critères d'éligibilité de la demande

~~Un Plan Simple de Gestion (PSG) ou un document d'aménagement pour les forêts publiques est obligatoire pour les parties prenantes d'un projet qui sont desservies pour plus de 15 ha par celui-ci.~~

On entend par surface desservie l'aire (bandes ou cercles) de 200 mètres de part et d'autre des investissements financés qui est occupée par des forêts. Un Plan Simple de Gestion (PSG) agréé ou un document d'aménagement pour les forêts publiques est obligatoire pour les parties prenantes dont les forêts desservies par le projet (aire - bandes ou cercles - de 200 mètres de part et d'autre des investissements financés) représentent plus de 15 ha .

Il est également obligatoire pour les grandes entreprises et les municipalités ayant un budget annuel supérieur ou égal à 10 000 000 € ou 5 000 habitants et plus, quelle que soit la surface desservie.

Ces conditions permettent de s'assurer que les projets financés contribuent à la multifonctionnalité des forêts.

Les voies financées doivent être accessibles gratuitement au public. La pose de barrière DFCI ou les interdictions de circulation liées à des réglementations spécifiques (au titre de la protection de l'environnement ou de la sécurité civile notamment) ne sont pas considérées comme incompatibles avec ce principe.

La maîtrise d'œuvre par l'Office National des Forêts, un expert forestier ou un gestionnaire forestier professionnel est obligatoire, sauf pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et les collectivités territoriales de plus de 100 000 habitants.

Caractéristiques techniques des opérations éligibles

Routes forestières :

~~En forêt, les routes financées doivent respecter une largeur de chaussée de 3,5 m minimum. Il est nécessaire d'avoir une largeur de plateforme de 5m minimum et une emprise de 7 m minimum.~~

~~La largeur de plateforme doit être portée à 6 mètres minimum tous les 500 à 600 mètres sur une longueur de 30 mètres minimum.~~

~~Sur des tronçons ne dépassant jamais 600 mètres de longueur, la largeur de chaussée de la route pourra être réduite à 3 m de large, pour tenir compte de contraintes foncières ou topographiques particulières.~~ En forêt, les routes financées ont pour caractéristique technique de supporter le passage des grumiers, elles doivent respecter une largeur de chaussée de 3,5 m minimum. Il est nécessaire d'avoir une largeur de plateforme de 5m minimum et une emprise de 7 m minimum. En zone de massif (au sens de la loi Montagne du 9 janvier 1985 cf. infra), la plateforme pourra se limiter à la bande de roulement et l'emprise à 5 m.

~~La largeur de plateforme doit être portée à 6 mètres minimum tous les 1000 à 1200 mètres sur une longueur de 30 mètres minimum. A défaut, ces surlargeurs pourront être remplacées tous les 1000 à 1200 mètres par des « amorces » de 30 mètres minimum en « arêtes de poisson » par rapport à la route, dont la pente n'excèdera pas 10 %.~~

~~Sur des tronçons ne dépassant jamais 600 mètres de longueur, la largeur de chaussée de la route pourra être réduite à 3 m de large et la largeur de plateforme à 4 m, pour tenir compte de contraintes foncières ou topographiques particulières.~~

Les routes doivent être conçues pour supporter le passage répété des ensembles routiers dérogeant à l'article R433.12 du code de la route selon les modalités fixées par le décret 2009-780 du 23 juin 2009 relatif au transport de bois ronds.

Des places de retournement avec plateformes d'au moins 4 mètres de large et 10 mètres de profondeur doivent être prévues tous les 1000 à 1200 mètres, ~~avec une place de retournement perpendiculaire 50 mètres avant la fin de toute route se terminant en cul-de-sac (sans continuité avec la voirie départementale ou nationale).~~

~~Dans le cas de la création d'une route forestière en cul-de-sac, il faut prévoir une place de retournement (ou un rond-point) terminale permettant à un convoi de véhicules de 50 mètres de long de se retourner.~~

~~Dans le cas du renforcement ou de la mise au gabarit d'une route forestière en cul-de-sac préexistante, il faut prévoir une place de retournement (ou un rond-point) terminale permettant à un convoi de véhicules de 35 mètres de long de se retourner.~~

Pour les tronçons d'accès hors-forêt, la route peut se limiter à une chaussée de 3 m de large sans emprise ni accotements.

Pistes forestières :

Les pistes financées doivent respecter une largeur de chaussée de 3 m minimum et doivent pouvoir supporter le passage répété des engins d'exploitation.

Mise au gabarit de pistes ou de routes forestières existantes

La mise au gabarit correspond à un changement des caractéristiques de largeur ou de portance d'une chaussée pour la faire accéder au statut de route ou piste forestière, avec les caractéristiques reprises

ci-dessus. La simple mise en place d'une couche d'empierrement de finition sur une piste ou une route existante ne constitue pas une mise au gabarit.

Bénéficiaires éligibles

Personne physique, groupe de personnes physiques ou personne morale publique ou privée et leurs regroupements, propriétaires des forêts ou des voies sur lesquelles s'appliqueront les actions, ou leur représentant dûment habilité pour intervenir pour leur compte et qui assume financièrement et juridiquement les opérations pour lesquelles une aide est demandée.

Lignes de partage PSN

Il n'existe pas de risque de double financement avec les autres interventions du PSN.

Lignes de partage FESI

Les projets émergeant à ce dispositif ne sont pas éligibles au FEDER-FSE.

Nature et montant de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

Taux d'aide

Le taux d'aide publique (avec un taux de cofinancement du FEADER de 60 %) est de :

- 80 % pour les projets collectifs ou les projets des collectivités, de leurs groupements, des établissements publics et des GIEEF (Groupement d'Intérêts Economiques et Environnementaux Forestiers) en continuité avec la voirie départementale ou nationale à au moins deux extrémités, le cas échéant via des routes forestières et voies préexistantes carrossables en tout temps et qui ne présentent pas d'obstacles à la circulation.
- 65 % pour les autres projets collectifs ou les autres projets des collectivités, de leurs groupements, des établissements publics et des GIEEF (Groupement d'Intérêts Economiques et Environnementaux Forestiers).
- 50 % pour les autres porteurs de projets

Ce dispositif d'aide est pris en application du régime d'aides exempté n° SA.107473 relatif aux aides dans le secteur forestier pour la période 2023-2027, adopté sur la base du Règlement (UE) 2022/2472 de la Commission européenne du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Calcul du montant de la subvention

Plancher (en dépenses éligibles)

Tout projet ~~dont l'instruction~~ qui conduirait à l'attribution d'une subvention d'un montant inférieur à 8 000 € est inéligible ~~(condition vérifiée au stade dossier complet)~~.

Plafonds (en dépenses éligibles)

- Création, renforcement ou mise au gabarit de route forestière : 125 000 € HT / km
- Création, renforcement ou mise au gabarit de piste forestière : 70 000 € HT / km
- Création de place de dépôt, chargement, croisement ou retournement : 30 € HT / m2
- Résorption de point noir : 75 000 € HT par point noir

Les dépenses immatérielles sont plafonnées à hauteur de 15% du montant hors taxes des dépenses matérielles éligibles.

Modalités de mise en œuvre

La mesure est mise en œuvre via des appels à projets.

Modalités de versement

Le versement d'acompte n'est pas possible. Les modalités de versement seront précisées dans les décisions-conventions attributives d'aides.

Le cofinancement est assuré en paiement associé.

Les avances ne sont pas autorisées sur cette intervention.

Modalité de sélection des dossiers

Les projets sont sélectionnés régionalement à la suite d'appels à projets.

La sélection s'opère en priorisant les dossiers selon les caractéristiques technico-économiques des projets, à savoir :

- Nature de l'investissement ;
- Localisation géographique ;
- Partenariat ;
- Surface desservie ;

Rattachement de l'intervention au Plan Stratégique National

Fiche PSN à laquelle cette intervention est rattachée

73.06 Infrastructures de défense, de prévention des risques forestiers, de mobilisation des bois et de mise en valeur de la forêt dans sa dimension multifonctionnelle

Comité régional de suivi ayant validé cette fiche

Version 1 – Consultation écrite du Comité régional de suivi du 4 au 22 mars 2024